Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 88 del 13 aprile 1985

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Sabato, 13 aprile 1985 — SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DEI DECRETI
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 30

LEGGE 1° aprile 1985, n. **125.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sui legni tropicali, adottato a Ginevra il 18 novembre 1983.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 1° aprile 1985, n. **125.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sui legni tropicali, adottato a Ginevra il 18 novembre 1983.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo internazionale sui legni tropicali, adottato a Ginevra il 18 novembre 1983.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 37 dell'accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in annue L. 25.000.000 per il triennio 1985-87, si provvede mediante riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1985-87, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1985, all'uopo utilizzando parte dell'accantonamento preordinato per «ratifiche ed esecuzioni di accordi internazionali».

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

La presente legge entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 1° aprile 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, il Guardasigilli: MARTINAZZOLI

ACCORD INTERNATIONAL DE 1983 SUR LES BOIS TROPICAUX

PREAMBULE

Les Parties au présent Accord,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adoptés par l'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions 93 (IV) et 124 (V), relatives au Programme intégré pour les produits de base, que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adoptées à ses quatrième et cinquième sessions,

Reconnaissant l'importance et la nécessité de la préservation et d'une valorisation appropriées et effectives des forêts tropicales en vue d'en assurer l'exploitation optimale tout en maintenant l'équilibre écologique des régions concernées et de la biosphère,

Reconnaissant l'importance des bois tropicaux pour l'économie des membres, en particulier pour les exportations des membres producteurs et les besoins d'approvisionnement des membres consommateurs,

Désireuses d'établir un cadre de coopération internationale entre les membres producteurs et les membres consommateurs pour trouver des solutions aux problèmes de l'économie des bois tropicaux,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER - OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

Pour atteindre les objectifs pertinents adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans ses résolutions 93 (IV) et 124 (V) relatives au Programme intégré pour les produits de base, dans l'intérêt à la fois des membres producteurs et des membres consommateurs et compte tenu de la souveraineté des membres producteurs sur leurs ressources naturelles, les objectifs de l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux (ci-après dénommé "le présent Accord") sont les suivants :

a) Offrir un cadre efficace pour la coopération et les consultations entre les membres producteurs et les membres consommateurs de bois tropicaux en ce qui concerne tous les aspects pertinents de l'économie des bois tropicaux;

b) Favoriser l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux et l'amélioration des caractéristiques structurelles du marché des bois tropicaux, en tenant compte d'une part de l'accroissement à long terme de la consommation et de la continuité des approvisionnements, et d'autre part de prix rémunérateurs pour les producteurs et équitables pour les consommateurs et de l'amélioration de l'accès aux marchés;

c) Favoriser et appuyer la recherche-développement en vue d'améliorer la gestion forestière et l'utilisation du bois;

d) Améliorer l'information sur le marché en vue d'assurer une plus grande transparence du marché international des bois tropicaux;

e) Encourager une transformation plus intensive et plus poussée des bois tropicaux dans les pays membres producteurs en vue de stimuler leur industrialisation et d'accroître ainsi leurs recettes d'exportation;

f) Encourager les membres à appuyer et à développer les activités de reboisement en bois d'oeuvre tropicaux et de gestion forestière;

g) Améliorer la commercialisation et la distribution des exportations de bois tropicaux des membres producteurs;

h) Encourager l'élaboration de politiques nationales visant à assurer de façon soutenue l'utilisation et la conservation des forêts tropicales et de leurs ressources génétiques et à maintenir l'équilibre écologique des régions intéressées.

CHAPITRE II - DEFINITIONS

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

1) Par "bois tropicaux" il faut entendre le bois tropical non conifère à usage industriel (bois d'oeuvre) qui pousse ou est produit dans les pays situés entre le Tropique du Cancer et le Tropique du Capricorne. Cette expression s'applique aux grumes, sciages, placages et contre-plaqués. Les contre-plaqués qui se composent en partie de conifères d'origine tropicale sont également inclus dans la présente définition;

2) Par "transformation plus poussée" il faut entendre la transformation de grumes en produits primaires de bois d'oeuvre tropical et en produits semi-finis et finis composés entièrement ou presque entièrement de bois tropicaux;

3) Par "membre" il faut entendre un gouvernement, ou une organisation intergouvernementale visée à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent Accord, que celui-ci soit en vigueur à titre provisoire ou à titre définitif;

4) Par "membre producteur" il faut entendre tout pays doté de ressources forestières tropicales et/ou exportateur net de bois tropicaux en termes de volume qui est mentionné à l'annexe A et qui devient partie au présent Accord, ou tout pays non mentionné à l'annexe A, doté de ressources forestières tropicales et/ou exportateur net de bois tropicaux en termes de volume, qui devient partie à l'Accord et que le Conseil, avec l'assentiment dudit pays, déclare membre producteur;

5) Par "membre consommateur" il faut entendre tout pays mentionné à l'annexe B qui devient partie au présent Accord, ou tout pays non mentionné à l'annexe B qui devient partie à l'Accord et que le Conseil, avec l'assentiment dudit pays, déclare membre consommateur;

6) Par "Organisation" il faut entendre l'Organisation internationale des bois tropicaux instituée conformément à l'article 3;

7) Par "Conseil" il faut entendre le Conseil international des bois tropicaux institué conformément à l'article 6;

8) Par "vote spécial" il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres producteurs présents et votants et 60 % au moins des suffrages exprimés par les membres consommateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par au moins la moitié des membres producteurs présents et votants et au moins la moitié des membres consommateurs présents et votants;

9) Par "vote à la majorité simple répartie" il faut entendre un vote requerant plus de la moitié des suffrages exprimés par les membres producteurs présents et votants et plus de la moitié des suffrages exprimes par les membres consommateurs présents et votants, comptés séparément;

10) Par "exercice" il faut entendre la période allant du 1er janvier au 31 décembre inclus;

11) Par "monnaies librement utilisables" il faut entendre le deutsche mark, le dollar des Etats-Unis, le franc français, la livre sterling, le yen et toute autre monnaie éventuellement désignée par une organisation monétaire internationale compétente comme étant en fait couramment utilisée pour effectuer des paiements au titre de transactions internationales et couramment négociée sur les principaux marchés des changes.

CHAPITRE III - ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 3

Création, siège et structure de l'Organisation internationale des bois tropicaux

1. Il est créé une Organisation internationale des bois tropicaux chargée d'assurer la mise en oeuvre des dispositions du présent Accord et d'en surveiller le fonctionnement.

2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international des bois tropicaux institué conformément à l'article 6, des comités et autres organes subsidiaires visés à l'article 24, ainsi que du Directeur exécutif et du personnel.

3. Le Conseil, à sa première session, décide du lieu où l'Organisation a son siège.

4. Le siège de l'Organisation est situé en tout temps sur le territoire d'un membre.

Article 4

Membres de l'Organisation

Il est institué deux catégories de membres de l'Organisation, à savoir :

a) Les membres producteurs; et
b) Les membres consommateurs.

Article 5

Participation d'organisations intergouvernementales

1. Toute référence faite dans le présent Accord à des "gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne et pour toute autre organisation intergouvernementale ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification d'application à titre provisoire, ou de l'adhésion est, dans le cas desdites organisations intergouvernementales, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification d'application à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organisations intergouvernementales.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdites organisations intergouvernementales disposent d'un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuables a leurs Etats membres conformément à l'article 10. En pareil cas, les Etats membres desdites organisations intergouvernementales ne sont pas autorisés a exercer leurs droits de vote individuels.

CHAPITRE IV - CONSEIL INTERNATIONAL DES BOIS TROPICAUX

Article 6

Composition du Conseil international des bois tropicaux

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international des bois tropicaux, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil.

3. Un suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou dans des circonstances exceptionnelles.

Article 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord.

2. Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord, notamment son règlement intérieur, le règlement financier de l'Organisation et le statut du personnel. Le reglement financier régit notamment les entrées et sorties de fonds du compte administratif et du compte spécial. Le Conseil peut, dans son règlement intérieur, prévoir une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques.

3. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

Article 8

Président et Vice-Président du Conseil

1. Le Conseil élit pour chaque année civile un Président et un Vice-Président, qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2. Le Président et le Vice-Président sont élus, l'un parmi les représentants des membres producteurs, l'autre parmi ceux des membres consommateurs. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'embêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du Président ou du Vice-Président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial.

3. En cas d'absence temporaire du Président, le Vice-Président assure la présidence à sa place. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence de l'un ou de l'autre ou des deux pour la durée du mandat restant à courir, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires parmi les représentants des membres producteurs et/ou parmi les représentants des membres consommateurs, selon le cas, à titre temporaire ou pour la durée du mandat restant à courir du ou des prédécesseurs.

Article 9

Sessions du Conseil

1. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire au moins une fois par an.

2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est requis :

a) Par le Directeur exécutif agissant en accord avec le Président du Conseil; ou

b) Par une majorité des membres producteurs ou une majorité des membres consommateurs; ou

c) Par des membres détenant au moins 500 voix.

3. Les sessions du Conseil ont lieu au siège de l'Organisation à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent.

4. Le Directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour avec un préavis d'au moins six semaines, sauf en cas d'urgence où le préavis sera d'au moins sept jours.

Article 10

Répartition des voix

1. Les membres producteurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres consommateurs détiennent ensemble 1 000 voix.

2. Les voix des membres producteurs sont réparties comme suit :

a) 400 voix sont reparties également entre les trois regions productrices d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie-Pacifique. Les voix ainsi attribuées a chacune de ces régions sont ensuite reparties egalement entre les membres producteurs de cette région;

b) 300 voix sont reparties entre les membres producteurs selon la part de chacun dans les ressources forestières tropicales totales de tous les membres producteurs; et

c) 300 voix sont reparties entre les membres producteurs proportionnellement à la valeur moyenne de leurs exportations nettes de bois tropicaux pendant la dernière période triennale pour laquelle les chiffres définitifs sont disponibles.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, le total des voix attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article aux membres producteurs de la région d'Afrique est réparti également entre tous les membres producteurs de ladite région. S'il reste des voix, chacune de ces voix est attribuée

à un membre producteur de la région d'Afrique la première au membre producteur qu obtient le plus grand nombre de voix calculé conformément au paragraphe 2 du présen article, la deuxième au membre producteur qui vient au second rang par le nombre de voix obtenues, et ainsi de suite jusqu'à ce que toutes les voix restantes aient été reparties.

4. Aux fins du calcul de la répartition des voix conformément au paragraphe 2 b) du présent article, il faut entendre par "ressources forestières tropicales" les formations forestières feuillues denses productives telles qu'elles sont définies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

5. Les voix des membres consommateurs sont réparties comme suit chaque membre consommateur dispose de 10 voix de base; le reste des voix est réparti entre les membres consommateurs proportionnellement au volume moyen de leurs importations nettes de bois tropicaux pendant la période triennale commençant quatre années civiles avant la répartition des voix.

6. Le Conseil répartit les voix pour chaque exercice au début de sa première session de l'exercice conformément aux dispositions du présent article. Cette répartition demeure en vigueur pour le reste de l'exercice, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article.

7. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou retabli en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède à une nouvelle repartition des voix à l'intérieur de la catégori ou des catégories de membres en cause, conformément aux dispositions du présent article. Le Conseil fixe alors la date à laquelle la nouvelle repartition des voix prend effet.

8. Il ne peut y avoir de fractionnement de voix.

Article 11

Procédure de vote au Conseil

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient et aucun membre ne peut diviser ses voix. Un membre n'est toutefois pas tenu d'exprimer dans le même sens que ses propres voix celles qu'il est autorisé à utiliser en vertu du paragraphe 2 du présent article.

2. Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre producteur peut autoriser, sous sa propre responsabilité, tout autre membre producteur, et tout membre consommateur peut autoriser, sous sa propre responsabilité, tout autre membre consommateur, a representer ses intérêts et à utiliser ses voix a toute séance du Conseil.

3. Un membre qui s'abstient est réputé ne pas avoir utilisé ses voix.

Article 12

Décisions et recommandations du Conseil

1. Le Conseil s'efforce de prendre toutes ses décisions et de faire toutes ses recommandations par consensus. A défaut de consensus, toutes les décisions et toute les recommandations du Conseil sont adoptées par un vote à la majorité simple répartie, à moins que le présent Accord ne prévoie un vote spécial.

2. Quand un membre invoque les dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

Article 13

Quorum au Conseil

1. Le quorum requis pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres producteurs et de la majorité des membres consommateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans leur catégorie.

2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance ni le lendemain, le quorum est constitué les jours suivants de la session par la présence de la majorité des membres producteurs et de la majorité des membres consommateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent la majorité du total des voix dans leur catégorie.

3. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 11 est considéré comme présent.

Article 14

Coopération et coordination avec d'autres organisations

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Centre du commerce international CNUCED/GATT, et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales qui seraient appropriées.

2. L'Organisation utilise, dans toute la mesure possible, les facilités, services et connaissances spécialisés d'organisations intergouvernementales, gouvernementales ou non gouvernementales existantes afin d'éviter le chevauchement des efforts réalisés pour atteindre les objectifs du présent Accord et de renforcer la complémentarité et l'efficacité de leurs activités.

Article 15

Admission d'observateurs

Le Conseil peut inviter tout gouvernement non membre, ou l'une quelconque des organisations visées aux articles 14, 20 et 27, que concernent les bois tropicaux à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque des réunions du Conseil.

Article 16

Le Directeur exécutif et le personnel

1. Le Conseil, par un vote spécial, nomme le Directeur exécutif.

2. Les modalités et conditions d'engagement du Directeur exécutif sont fixées par le Conseil.

3. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de l'administration et du fonctionnement du présent Accord en conformité des décisions du Conseil.

4. Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément au statut arrêté par le Conseil. A sa première session le Conseil fixe, par un vote spécial, l'effectif du personnel des cadres supérieurs et de la catégorie des administrateurs que le Directeur exécutif est autorisé à nommer. Toute modification de l'effectif du personnel des cadres supérieurs et de la catégorie des administrateurs est décidée par le Conseil par un vote spécial. Le personnel est responsable devant le Directeur exécutif.

5. Ni le Directeur exécutif ni aucun membre du personnel ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce des bois tropicaux, ni dans des activités commerciales connexes.

6. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables en dernier ressort devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractere exclusivement international des responsabilites du Directeur exécutif et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs responsabilités.

CHAPITRE V - PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 17

Privilèges et immunités

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.

2. L'Organisation entreprend, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord, de conclure avec le gouvernement du pays où son siège doit être situe (ci-après dénommé "le Gouvernement hôte") un accord (ci-après dénommé "l'Accord de siège") touchant le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des représentants des membres, qui sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

3. En attendant la conclusion de l'Accord de siège visé au paragraphe 2 du présent article, l'Organisation demande au Gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans les limites de sa législation nationale, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

4. L'Organisation peut aussi conclure avec un ou plusieurs autres pays des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les pouvoirs, privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

5. Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays, le membre en question conclut aussitôt que possible, avec l'Organisation, un accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil.

6. L'Accord de siège est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prend fin

a) Par consentement mutuel du Gouvernement hôte et de l'Organisation;

b) Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du Gouvernement hôte; ou

c) Si l'Organisation cesse d'exister.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 18

Comptes financiers

1. Il est institué deux comptes

a) Le compte administratif; et

b) Le compte spécial.

2. Le Directeur exécutif est responsable de la gestion de ces comptes et le Conseil prévoit dans son règlement intérieur les dispositions nécessaires.

Article 19

Compte administratif

1. Les dépenses requises pour l'administration du présent Accord sont imputées sur le compte administratif et sont couvertes au moyen de contributions annuelles versées par les membres, conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles respectives, et calculées conformément aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article.

2. Les dépenses des délégations au Conseil, aux comités et à tous autres organes subsidiaires du Conseil visés à l'article 24 sont à la charge des membres intéressés Quand un membre demande des services spéciaux à l'Organisation, le Conseil requiert ce membre d'en prendre le coût à sa charge.

3. Avant la fin de chaque exercice, le Conseil adopte le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice suivant et fixe la contribution de chaque membre à ce budget.

4. Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre au budget administratif est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif dudit exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total des voix de l'ensemble des membres. Pour la fixation des contributions, les voix de chaque membre se comptent sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

5. Le Conseil fixe la contribution initiale de tout membre qui adhère à l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre de voix que ce membre doit détenir et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours, mais les contributions demandées aux autres membres pour l'exercice en cours ne s'en trouvent pas changées.

6. Les contributions au premier budget administratif sont exigibles à une date fixée par le Conseil à sa première session. Les contributions aux budgets administratifs ultérieurs sont exigibles le premier jour de chaque exercice. Les contributions des membres pour l'exercice au cours duquel ils deviennent membres de l'Organisation sont exigibles à la date à laquelle ils deviennent membres.

7. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 6 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si ce membre n'a pas encore versé sa contribution dans les deux mois qui suivent cette demande, il est prié d'indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas pu en effectuer le paiement. S'il n'a toujours pas versé sa contribution sept mois après la date à laquelle elle est exigible, ses droits de vote

sont suspendus jusqu'au versement intégral de sa contribution et un intérêt au taux appliqué par la banque centrale du pays hôte est prélevé sur la contribution reçue en retard, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

8. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 7 du présent article reste tenu de verser sa contribution.

Article 20

Compte spécial

1. Il est institué deux sous-comptes du compte spécial :

a) Le sous-compte des activités préalables aux projets; et

b) Le sous-compte des projets.

2. Les sources possibles de financement du compte spécial sont les suivantes

a) Le deuxième compte du Fonds commun pour les produits de base, quand il entrera en activité;

b) Les institutions financières régionales et internationales; et

c) Les contributions volontaires.

3. Les ressources du compte spécial ne sont utilisées que pour des projets approuvés ou pour des activités préalables aux projets.

4. Toutes les dépenses inscrites au sous-compte des activités préalables aux projets sont remboursées par imputation sur le sous-compte des projets si les projets sont ensuite approuvés et financés. Si, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil n'a pas reçu de fonds pour le sous-compte des activités préalables aux projets, il revoit la situation et prend les décisions appropriées.

5. Toutes les recettes se rapportant à des projets bien identifiables sont portées au compte spécial. Toutes les dépenses relatives à ces projets, y compris la rémunération et les frais de voyage de consultants et d'experts, sont à imputer sur le compte spécial.

6. Le Conseil fixe, par un vote spécial, les conditions et modalités selon lesquelles, au moment opportun et dans les cas appropriés, il parrainerait des projets en vue de leur financement au moyen de prêts, lorsqu'un ou plusieurs membres ont volontairement assumé toutes obligations et responsabilités concernant ces prêts. L'Organisation n'assume aucune obligation pour ces prêts.

7. Le Conseil peut désigner et parrainer toute entité, avec l'agrément de celle-ci, y compris un membre ou groupe de membres, qui recevra des prêts pour le financement de projets approuvés et assumera toutes les obligations qui en découlent, étant entendu que l'Organisation se réserve le droit de surveiller l'emploi des ressources et de suivre l'exécution des projets ainsi financés. Toutefois, l'Organisation n'est pas responsable des garanties données volontairement par un membre quelconque ou par d'autres entités.

8. L'appartenance à l'Organisation n'entraîne, pour aucun membre, de responsabilité quelconque à raison des emprunts contractés ou des prêts consentis pour des projets par tout autre membre ou toute autre entité.

9. Si des contributions volontaires sans affectation déterminée sont offertes à l'Organisation, le Conseil peut accepter ces fonds. Les fonds en question peuvent être utilisés pour des activités préalables aux projets, ainsi que pour des projets approuvés.

10. Le Directeur exécutif s'attache à rechercher, aux conditions et selon les modalités que le Conseil peut fixer, un financement adéquat et sûr pour les projets approuvés par le Conseil.

11. Les contributions versées pour des projets approuvés déterminés ne sont utilisées que pour les projets auxquels elles étaient initialement destinées, à moins que le Conseil n'en décide autrement avec l'accord du contribuant. Après l'achèvement d'un projet, l'Organisation restitue à chaque contribuant aux projets spécifiques le solde éventuel des fonds, au prorata de la part de chacun dans le total des contributions initialement versées pour financer ce projet, à moins que le contribuant n'en convienne autrement.

Article 21

Modes de paiement

1. Les contributions au compte administratif sont payables en monnaies librement utilisables et ne sont pas assujetties a des restrictions de change.

2. Les contributions financières au compte spécial sont payables en monnaies librement utilisables et ne sont pas assujetties à des restrictions de change.

3. Le Conseil peut aussi décider d'accepter des contributions au compte spécial sous d'autres formes, y compris sous forme de matériel ou personnel scientifique et technique, pour repondre aux besoins des projets approuvés.

Article 22

Vérification et publication des comptes

1. Le Conseil nomme des vérificateurs indépendants chargés de vérifier les comptes de l'Organisation.

2. Un état du compte administratif et un état du compte spécial, vérifiés par les vérificateurs indépendants, sont mis à la disposition des membres aussitôt que possible après la fin de chaque exercice, mais pas plus de six mois après cette date, et le Conseil les examine en vue de leur approbation à sa session suivante, selon qu'il convient. Un état récapitulatif des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

CHAPITRE VII - ACTIVITES OPERATIONNELLES

Article 23

Projets

1. Toutes les propositions de projets sont présentées à l'Organisation par les membres et sont examinées par le comité compétent.

2. Pour atteindre les objectifs énoncés à l'article premier, le Conseil examine toutes les propositions de projets concernant la recherche-développement, l'information sur le marché, la transformation plus poussée et plus intensive dans les pays membres producteurs en développement, et le reboisement et la gestion forestière, ainsi que la recommandation présentée par le comité compétent; les propositions de projets concernant les bois tropicaux tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 de l'article 2 peuvent porter sur des produits de bois tropicaux autres que les produits énumérés au paragraphe 1 de l'article 2. Cette disposition s'applique aussi, dans les cas appropriés, aux fonctions des comités telles qu'elles sont définies à l'article 25.

3. En se fondant sur les critères énoncés au paragraphe 6 ou au paragraphe 7 du présent article, le Conseil, par un vote spécial, approuve les projets en vue de leur financement ou de leur parrainage conformément à l'article 20.

4. Le Conseil prend de façon continue des dispositions en vue de la mise en oeuvre des projets approuvés et, pour s'assurer de leur efficacité, en suit l'exécution.

5. Les projets de recherche-développement devraient concerner au moins un des cinq secteurs ci-après :

a) Utilisation du bois, y compris les essences moins connues et moins employées;

b) Mise en valeur des forêts naturelles;

c) Développement du reboisement;

d) Récolte du bois, infrastructure de l'exploitation forestière, formation de personnel technique;

e) Cadre institutionnel, planification nationale.

6. Les projets de recherche-développement approuvés par le Conseil doivent répondre à chacun des critères suivants :

a) Ils devraient avoir trait à la production et à l'utilisation de bois d'oeuvre tropical;

b) Ils devraient être profitables à l'économie des bois tropicaux dans son ensemble et présenter un intérêt à la fois pour les membres producteurs et pour les membres consommateurs;

c) Ils devraient avoir trait au maintien et à l'expansion du commerce international des bois tropicaux;

d) Ils devraient offrir des perspectives raisonnables de résultats économiques positifs par rapport aux coûts;

e) Ils doivent faire appel au maximum aux instituts de recherche existants et, autant que possible, éviter le double emploi.

7. Les projets concernant l'information sur le marché, la transformation plus poussée et plus intensive ainsi que le reboisement et la gestion forestière devraient répondre au critère b) et, autant que possible, aux critères a), c), d) et e) tels qu'ils sont énoncés au paragraphe 6 du présent article.

8. Le Conseil décide de l'ordre de priorité des projets, compte tenu des intérêts et des caractéristiques de chacune des régions productrice . Au début le Conseil donne la priorité aux profils de projets de recherche-développement entérinés par la sixième Réunion préparatoire sur les bois tropicaux au titre du Programme intégré pour les produits de base et à tous autres projets que le Conseil peut approuver.

9. Le Conseil peut, par un vote spécial, cesser de parrainer un projet.

Article 24

Institution de comités

1. Les comités ci-après sont institués par le présent Accord en tant qu'organes permanents de l'Organisation :

a) Comité de l'information économique et de l'information sur le marché;

b) Comité du reboisement et de la gestion forestière; et

c) Comité de l'industrie forestière.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, instituer les autres comités et organes subsidiaires qu'il juge appropriés et nécessaires.

3. Les comités et organes subsidiaires visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article sont responsables devant le Conseil et travaillent sous sa direction générale. Les réunions des comités et organes subsidiaires sont convoquées par le Conseil.

4. Chaque comité est ouvert à la participation de tous les membres. Le règlement intérieur des comités est arrêté par le Conseil.

Article 25

Fonctions des comites

1. Les fonctions du Comité de l'information économique et de l'information sur le marché sont les suivantes

a) Examiner de façon suivie si les statistiques et autres renseignements dont l'Organisation a besoin sont disponibles et de bonne qualité;

b) Analyser les données statistiques et indicateurs spécifiques mentionnés à l'annexe C pour la surveillance du commerce international des bois tropicaux;

c) Suivre de manière continue le marché international des bois tropicaux, sa situation courante et ses perspectives à court terme à partir des données visées à l'alinéa b) ci-dessus et des autres informations pertinentes;

d) Adresser des recommandations au Conseil touchant les études et la nature des études qu'il y a lieu d'entreprendre sur les bois tropicaux, y compris les perspectives à long terme du marché international des bois tropicaux, suivre l'exécution des études demandées par le Conseil et les examiner;

e) S'acquitter de toutes autres tâches qui lui sont confiées par le Conseil au sujet des aspects économiques, techniques et statistiques des bois tropicaux;

f) Faciliter l'apport d'un concours technique aux membres producteurs pour l'amélioration de leurs services statistiques pertinents.

2. Les fonctions du Comité du reboisement et de la gestion forestière sont les suivantes :

a) Suivre de manière continue l'appui et l'assistance apportés, aux niveaux national et international, pour le reboisement et la gestion forestière en vue de la production de bois d'oeuvre tropicaux;

b) Encourager l'accroissement de l'assistance technique aux programmes nationaux de reboisement et de gestion forestière;

c) Evaluer les besoins et déterminer toutes les sources possibles de financement pour le reboisement et la gestion forestière;

d) Revoir régulièrement les besoins futurs du commerce international des bois d'oeuvre tropicaux et, sur cette base, déterminer et examiner les plans et mesures appropriés possibles dans le domaine du reboisement et de la gestion forestière;

e) Faciliter le transfert des connaissances en matière de reboisement et de gestion forestière, avec le concours des organisations compétentes;

f) Coordonner et harmoniser ces activités en vue d'une cooperation dans le domaine du reboisement et de la gestion forestiere avec les activités pertinentes menees ailleurs, notamment dans le cadre de la FAO, du PNUE, de la Banque mondiale des banques regionales et d'autres organisations compétentes.

3. Les fonctions du Comité de l'industrie forestière sont les suivantes

a) Promouvoir la coopération entre pays producteurs et pays consommateurs en tant que partenaires dans le développement des activités de transformation assurees par les pays membres producteurs, notamment dans les domaines suivants

i) transfert de technologie;

ii) formation;

iii) normalisation de la nomenclature des bois tropicaux;

iv) harmonisation des spécifications concernant les produits transforme;

v) encouragements à l'investissement et aux entreprises communes; et

vi) commercialisation;

b) Favoriser l'échange d'informations pour faciliter les changements structurels qu'implique la transformation plus intensive et plus poussée dans l'intérêt à la fois des membres producteurs et des membres consommateurs;

c) Suivre les activités en cours dans ce domaine et dégager et examiner les problèmes et leurs solutions éventuelles en cooperation avec les organisations compétentes;

d) Encourager l'accroissement de l'assistance technique aux programmes nationaux de transformation des bois tropicaux.

4. La recherche-développement est une fonction commune des comités institués en vertu du paragraphe 1 de l'article 24.

5. Vu les rapports étroits qui existent entre la recherche-développement, le reboisement et la gestion forestière, la transformation plus intensive et plus poussée et l'information sur le marché, chacun des comités permanents, outre les fonctions qui lui sont attribuées ci-dessus, devra, concernant les propositions de projets dont il sera saisi, y compris les propositions relatives à la recherche-développement dans le domaine de sa competence

a) Examiner et évaluer sur le plan technique les propositions de projets;

b) Conformément aux directives générales fixées par le Conseil, décider des activités prealables nécessaires pour faire des recommandations au Conseil au sujet des propositions de projets, et mettre en oeuvre ces activités;

c) Déterminer quelles sont les sources possibles de financement des projets parmi celles qui sont visées au paragraphe 2 de l'article 20;

d) Suivre l'exécution des projets et assurer le rassemblement et la diffusi de leurs resultats aussi largement que possible, au profit de tous les membres;

e) Faire des recommandations au Conseil au sujet des projets;

f) S'acquitter de toutes autres tâches relatives aux projets qui lui sont confiées par le Conseil.

6. Dans l'exécution de ces fonctions communes, chacun des comités doit tenir compte de la nécessité de renforcer la formation de personnel dans les pays membres producteurs, d'examiner et proposer des modalités pour l'organisation ou le renforcement des activités et de la capacité de recherche-développement des membres, en particulier des membres producteurs, et de promouvoir le transfert de savoir-faire et de techniques en matière de recherche entre les membres, en particulier entre les membres producteurs.

CHAPITRE VIII - RELATIONS AVEC LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Article 26

Relations avec le Fonds commun pour les produits de base

Lorsque le Fonds commun entrera en activité, l'Organisation tirera pleinement parti des facilités du deuxième compte dudit Fonds commun, conformément aux principes énoncés dans l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base.

CHAPITRE IX - STATISTIQUES, ETUDES ET INFORMATION

Article 27

Statistiques, études et information

1. Le Conseil établit des relations étroites avec les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales appropriées, pour contribuer à ce que des données et informations récentes et fiables soient disponibles sur tous les facteurs concernant les bois tropicaux. L'Organisation, en coopération avec ces organisations, rassemble, classe et au besoin publie, en ce qui concerne la production, l'offre, le commerce, les stocks, la consommation et les prix du marché des bois tropicaux, ainsi que les secteurs connexes, les statistiques nécessaires au fonctionnement du présent Accord.

2. Les membres communiquent, autant que leur législation nationale le permet et dans un délai raisonnable, les statistiques et informations demandées par le Conseil au sujet des bois tropicaux.

3. Le Conseil fait établir toutes études nécessaires sur les tendances et sur les problèmes à court et à long terme du marché mondial des bois tropicaux.

4. Le Conseil veille à ce que les informations communiquées par les membres ne puissent être utilisées de manière à porter atteinte au secret des opérations des particuliers ou des sociétés qui produisent, transforment ou commercialisent des bois tropicaux.

Article 28

Rapport et examen annuels

1. Le Conseil publie, dans les six mois qui suivent la fin de chaque année civile, un rapport annuel sur ses activités et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

2. Le Conseil examine et évalue chaque année la situation mondiale des bois tropicaux et il procède à un échange de vues sur les perspectives de l'économie mondiale des bois tropicaux et sur les autres questions qui s'y rattachent étroitement, y compris les aspects écologiques et ceux qui ont trait à l'environnement.

3. L'examen se fait à l'aide

a) Des renseignements communiqués par les membres sur la production national le commerce, l'offre, les stocks, la consommation et les prix des bois tropicaux;

b) Des données statistiques et indicateurs spécifiques fournis par les membres sur les domaines énumérés à l'annexe C; et

c) Des autres renseignements pertinents que le Conseil peut se procurer soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes appropriés des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, gouvernementales ou non gouvernementales appropriées.

4. Les résultats de l'examen sont consignés dans les rapports sur les délibérations du Conseil.

CHAPITRE X - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29

Plaintes et différends

Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent Accord lui impose et tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sont déférés au Conseil pour décision. Les décisions du Conseil en la matière sont définitives et ont force obligatoire.

Article 30

Obligations générales des membres

1. Pendant la durée du présent Accord, les membres mettent tout en oeuvre et coopèrent pour favoriser la réalisation de ses objectifs et pour éviter toute action qui y serait contraire.

2. Les membres s'engagent à accepter d'être liés par les décisions que le Conseil prend en vertu des dispositions du présent Accord et veillent à s'abstenir d'appliquer des mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

Article 31

Dispenses

1. Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressement envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Le Conseil, quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, en précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs.

Article 32

Mesures différenciées et correctives et mesures spéciales

1. Les membres en développement importateurs dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord peuvent demander au Conseil des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre des mesures appropriées conformément à la section III, paragraphes 3 et 4, de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2. Les membres appartenant à la catégorie des pays les moins avancés telle qu'elle est définie par l'Organisation des Nations Unies peuvent demander au Conseil à bénéficier de mesures spéciales conformément à la section III, paragraphe 4, de la résolution 93 (IV) et au paragraphe 82 du Nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

CHAPITRE XI - DISPOSITIONS FINALES

Article 33

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire du présent Accord.

Article 34

Signature, ratification, acceptation et approbation

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur les bois tropicaux, 1983, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 2 janvier 1984 jusqu'à un mois après la date de son entrée en vigueur.

2. Tout gouvernement visé au paragraphe 1 du présent article peut :

a) Au moment de signer le présent Accord, déclarer que par cette signature il exprime son consentement à être lié par le présent Accord (signature définitive); ou

b) Après avoir signé le présent Accord, le ratifier, l'accepter ou l'approuver par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

Article 35

Adhésion

1. Les gouvernements de tous les Etats peuvent adhérer au présent Accord aux conditions déterminées par le Conseil, qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne sont pas en mesure d'adhérer dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire.

Article 36

Notification d'application à titre provisoire

Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le present Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhesion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 37, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

Article 37

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre definitif le ler octobre 1984 ou a toute date ultérieure si 12 gouvernements de pays producteurs détenant au moins 55 % du total des voix attribuées conformément a l'annexe A du présent Accord et 16 gouvernements de pays consommateurs détenant au moins 70 % du total des voix attribuées conformément à l'annexe B du présent Accord ont signé définitivement le present Accord ou l'ont ratifié, accepté ou approuvé, ou y ont adhéré, conformement au paragraphe 2 de l'article 34 ou à l'article 35.

2. Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre définitif le ler octobre 1984, il entrera en vigueur à titre provisoire à cette date ou à toute date se situant dans les six mois qui suivent si 10 gouvernements de pays producteurs détenant au moins 50 % du total des voix attribuées conformément à l'annexe A du present Accord et 14 gouvernements de pays consommateurs détenant au moins 65 % du total des voix attribuées conformément à l'annexe B du présent Accord ont signé définitivement le présent Accord ou l'ont ratifié, accepté ou approuvé conformément au paragraphe 2 de l'article 34, ou ont notifié au dépositaire, conformément à l'article 36, qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire.

3. Si les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article ne sont pas remplies le ler avril 1985, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera les gouvernements qui auront signé définitivement le présent Accord ou l'auront ratifié, accepté ou approuvé conformément au paragraphe 2 de l'article 34, ou qui auront notifié au dépositaire qu'ils appliqueront le présent Accord a titre provisoire, a se réunir le plus tôt possible pour décider si le présent Accord entrera en vigueur entre eux, a titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Les gouvernements qui décideront de mettre le présent Accord en vigueur entre eux à titre provisoire pourront se réunir de temps à autre pour reconsidérer la situation et décider si le présent Accord entrera en vigueur entre eux a titre définitif.

4. Pour tout gouvernement qui n'a pas notifié au dépositaire, conformément à l'article 36, qu'il appliquera le present Accord à titre provisoire et qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord entrera en vigueur a la date de ce dépôt.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies convoquera la première session du Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 38

Amendements

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent avoir notifié au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Un amendement entre en vigueur 90 jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres producteurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres producteurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres consommateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres consommateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie au présent Accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

Article 39

Retrait

1. Tout membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci, en notifiant son retrait par écrit au dépositaire. Il informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

2. Le retrait prend effet 90 jours après que le dépositaire en a reçu notification.

Article 40

Exclusion

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose et s'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du présent Accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie au présent Accord six mois après la date de la décision du Conseil.

Article 41

Liquidation des comptes des membres qui se retirent ou sont exclus ou des membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement

1. Le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie au présent Accord en raison :

a) De la non-acceptation d'un amendement au présent Accord en application de l'article 38;

b) Du retrait du présent Accord en application de l'article 39; ou

c) De l'exclusion du présent Accord en application de l'article 40.

2. Le Conseil garde toute contribution versée au compte administratif par un membre qui cesse d'être partie au présent Accord.

3. Un membre qui a cessé d'être partie au présent Accord n'a droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation ni des autres avoirs de l'Organisation. Il ne peut lui être imputé non plus aucune part du déficit éventuel de l'Organisation quand le présent Accord prend fin.

Article 42

Durée, prorogation et fin de l'Accord

1. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date de son entree en vigueur à moins que le Conseil ne décide, par un vote spécial, de le proroger, de le renégocier ou d'y mettre fin conformément aux dispositions du présent article.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent Accord pour un maximum de deux périodes de deux années chacune.

3. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, ou avant l'expiration d'une période de prorogation visée au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord a eté négocié, mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent Accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord.

4. Si un nouvel accord est négocié et entre en vigueur alors que le présent Accord est en cours de prorogation en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article, le présent Accord, tel qu'il a été prorogé prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

5. Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent Accord avec effet à la date de son choix.

6. Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas 18 mois pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes et, sous reserve des décisions pertinentes à prendre par un vote spécial, il a pendant ladite période les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

7. Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise en vertu du présent article.

Article 43

Réserves

Aucune reserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des positions du present Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs natures sous le présent Accord aux dates indiquées.

FAIT à Genève le dix-huit novembre mil neuf cent quatre-vingt-trois, les tes du présent Accord en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en se faisant également foi. Le texte faisant foi en chinois sera etabli par le ositaire et soumis pour adoption à tous les signataires et aux Etats et anisations intergouvernementales qui auront adhéré au présent Accord.

ANNEXE A

Liste des pays producteurs dotés de ressources forestières tropicales et/ou exportateurs nets de bois tropicaux en termes de volume, et répartition des voix aux fins de l'article 37

Pays	Voix
Birmanie	31
Bolivie	21
Brésil	130
Colombie	23
Congo	20
Costa Rica	9
Côte d'Ivoire	21
El Salvador	8
Equateur	14
Gabon	21
Ghana	20
Guatemala	10
Haïti	8
Honduras	9
Inde	32
Indonésie	139
Libéria	20
Madagascar	20
Malaisie	126
Mexique	13
Nigéria	20
Panama	9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	24
Pérou	25
Philippines	43
République centrafricaine	20
République dominicaine	9
République-Unie de Tanzanie	20
République-Unie du Cameroun	20
Soudan	20
Suriname	14
Thaïlande	19
Trinité-et-Tobago	8
Venezuela	15
Viet Nam	18
Zaïre	21
TOTAL	1 000

ANNEXE B

Liste des pays consommateurs et répartition des voix aux fins de l'article 37

Pays	Voix
Argentine	14
Australie	20
Autriche	12
Bulgarie	10
Canada	16
Chili	10
Communauté économique européenne	(277)
Allemagne, République fédérale d'	44
Belgique/Luxembourg	21
Danemark	13
France	56
Grèce	14
Irlande	12
Italie	41
Pays-Bas	35
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	41
Egypte	11
Espagne	24
Etats-Unis d'Amérique	79
Finlande	10
Iraq	10
Israël	12
Japon	330
Jordanie	10
Malte	10
Norvège	11
Nouvelle-Zélande	10
République de Corée	56
Roumanie	10
Suède	11
Suisse	11
Turquie	10
Union des Républiques socialistes soviétiques	14
Yougoslavie	12
TOTAL	1 000

ANNEXE C

Données statistiques et indicateurs spécifiques jugés nécessaires pour la surveillance du commerce international des bois tropicaux */

	A communiquer par les membres producteurs	A communiquer par les membres consommateurs
A. Données mensuelles de base pour surveiller régulièrement les principaux courants commerciaux de bois tropicaux	Quantités exportées (valeurs) par produits, essences, destination, etc. Prix moyens f.o.b. : pour des produits et des essences spécifiques représentatifs des principaux courants commerciaux	Quantités importées (valeurs) par produits, essences, origine, etc. Prix moyens c.a.f. : pour des produits et des essences spécifiques représentatifs des principaux courants commerciaux
B. Données et indicateurs spécifiques supplémentaires permettant de définir l'offre et la demande à court terme de bois tropicaux	Evaluation périodique des stocks au point d'embarquement et, si possible, à des stades intermédiaires Production de l'industrie forestière (capacité) et consommation/production de bois d'oeuvre. Quantités de bois d'oeuvre sorties des forêts Taux de fret Contingents d'exportation - incitations à l'exportation Obstacles climatiques - catastrophes naturelles	Evaluation périodique des stocks au point de débarquement et, si possible, à des stades intermédiaires Proportion de bois tropicaux dans le commerce total de bois d'oeuvre Exportations et réexportations de produits du bois Activité du secteur du bâtiment mises en chantier de logements taux hypothécaires Production de meubles
C. Autres renseignements spécifiques	Modifications des droits de douane et des obstacles non tarifaires	Enquêtes sur les utilisations finales dans les principaux secteurs consommateurs de bois tropicaux Evolution de la mode en matière de placage Modifications des droits de douane et des obstacles non tarifaires. Tendances observées dans le remplacement de certains bois par d'autres et dans le remplacement du bois par d'autres produits
D. Indicateurs et renseignements économiques de caractere général touchant directement ou indirectement le commerce international des bois (tropicaux)	Indicateurs financiers et économiques pertinents (nationaux et internationaux) publiés : par exemple, produit national brut, taux de change, taux d'intérêt, taux d'inflation, termes de l'échange. Mesures et politiques nationales et internationales qui influent sur le commerce international des bois tropicaux.	

*/ Tableau annexé à l'Accord comme suite au consensus auquel le Comite exécutif de la Conférence a abouti le 29 mars 1983.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. - I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo.

ACCORDO INTERNAZIONALE DEL 1983
SUI LEGNI TROPICALI

PREAMBOLO

Le Parti al presente Accordo,

— Rammentando la dichiarazione ed il programma di azione relativo all'instaurazione di un nuovo ordine economico internazionale, adottati dall'Assemblea generale,

— Rammentando le risoluzioni 93 (IV) e 124 (V), relative al Programma integrato per i prodotti di base, adottate dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo durante la sua quarta e quinta sessione,

— Riconosciute l'importanza e la necessità di salvaguardare e di valorizzare adeguatamente ed effettivamente le foreste tropicali per assicurarne lo sfruttamento ottimale pur mantenendo l'equilibrio ecologico delle regioni interessate e della biosfera,

— Riconosciuta l'importanza dei legni tropicali per l'economia dei membri, in particolare per l'esportazione dei membri produttori e le necessità di approvvigionamento dei membri consumatori,

— Desiderando creare un contesto di cooperazione internazionale tra i membri produttori ed i membri consumatori al fine di trovare delle soluzioni ai problemi dell'economia dei legni tropicali,

Hanno convenuto quanto segue:

Capitolo Primo

OBIETTIVI

Articolo 1

(Obiettivi)

Per raggiungere gli obiettivi pertinenti, adottati dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo nelle sue risoluzioni 93 (IV) e 124 (V) relative al Programma integrato per i prodotti di base, nell'interesse sia dei membri produttori che dei membri consumatori e tenuto conto della sovranità dei membri produttori sulle loro risorse naturali, gli obiettivi dell'Accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali (qui di seguito denominato «il presente Accordo») sono i seguenti:

a) offrire una struttura efficace per la cooperazione e le consultazioni tra i membri produttori e i membri consumatori di legni tropicali per quanto riguarda tutti gli aspetti attinenti all'economia dei legni tropicali;

b) favorire l'espansione e la diversificazione del commercio internazionale di legni tropicali e il miglioramento delle caratteristiche strutturali del mercato dei legni tropicali, tenendo conto da una parte dell'aumento a lungo termine del consumo e della continuità degli approvvigionamenti, e dall'altra di prezzi remunerativi per i produttori ed equi per i consumatori e del miglioramento dell'accesso ai mercati;

c) favorire e sostenere la ricerca-sviluppo per migliorare la gestione delle foreste e l'uso del legno;

d) migliorare le informazioni sul mercato per assicurare una maggiore trasparenza del mercato internazionale dei legni tropicali;

e) incoraggiare una maggiore e più intensa trasformazione dei legni tropicali nei paesi membri produttori al fine di stimolare la loro industrializzazione e di accrescere così le loro entrate dell'esportazione;

f) incoraggiare i membri a sostenere e sviluppare le attività di rimboschimento dei legni industriali tropicali e di gestione delle foreste;

g) migliorare la commercializzazione e la distribuzione delle esportazioni di legni tropicali dei membri produttori;

h) incoraggiare l'elaborazione di politiche nazionali tendenti ad assicurare con continuità l'uso e la conservazione delle foreste tropicali e delle loro risorse genetiche e a mantenere l'equilibrio ecologico delle regioni interessate.

Capitolo II

DEFINIZIONI

Articolo 2

(*Definizioni*)

Ai fini del presente Accordo:

1) per «legni tropicali» si intende il legno tropicale non conifero per uso industriale (legno industriale) che cresce o è prodotto nei paesi situati tra il Tropico del Cancro ed il Tropico del Capricorno. Questo termine si applica ai tronchi d'albero abbattuti, legnami da falegnameria, impiallacciature e legni compensati. In questa definizione sono anche inclusi i legni compensati composti solo in parte da conifere di origine tropicale;

2) per «trasformazione più avanzata» si intende la trasformazione dei tronchi d'albero in prodotti primari di legno industriale tropicale e i prodotti semi-finiti e finiti composti completamente o quasi completamente da legni tropicali;

3) per «membro» si intende un governo, o una organizzazione intergovernativa di cui all'articolo 5, che ha accettato di essere vincolato dal presente Accordo, sia che quest'ultimo sia in vigore a titolo provvisorio o a titolo definitivo;

4) per «membro produttore» si intende ogni paese dotato di risorse forestali tropicali e/o esportatore netto di legni tropicali in termini di volume menzionato all'allegato A e che diventa parte del presente Accor-

do, ed ogni paese non menzionato all'allegato A, dotato di risorse forestali tropicali e/o esportatore netto di legni tropicali in termini di volume, che diviene parte all'Accordo e che il Consiglio, col consenso del suddetto paese, dichiara membro produttore;

5) per «membro consumatore» si intende ogni paese menzionato all'allegato B, che diventa parte al presente Accordo, o ogni paese non menzionato all'allegato B che diventa parte all'Accordo e che il Consiglio, con il consenso di detto paese, dichiara membro consumatore;

6) per «organizzazione» si intende l'organizzazione internazionale dei legni tropicali istituita conformemente all'articolo 3;

7) per «Consiglio» si intende il Consiglio internazionale dei legni tropicali istituito conformemente all'articolo 6;

8) per «votazione speciale» si intende una votazione che richiede almeno i due terzi dei suffragi espressi dai membri produttori presenti e votanti ed almeno il 60 per cento dei suffragi espressi dai membri consumatori presenti e votanti, conteggiati separatamente, a condizione che detti suffragi siano espressi da almeno la metà dei membri produttori presenti e votanti e da almeno la metà dei membri consumatori presenti e votanti;

9) per «votazione a maggioranza semplice ripartita» si intende una votazione che richiede più della meà dei suffragi espressi dai membri produttori presenti e votanti e più della metà dei suffragi espressi dai membri consumatori presenti e votanti, conteggiati separatamente;

10) per «esercizio» si intende il periodo che va dal 1° gennaio al 31 dicembre incluso;

11) per «monete liberamente utilizzabili» si intendono il marco tedesco, il dollaro USA, il franco francese, la lira sterlina, lo yen ed ogni altra moneta eventualmente designata da una organizzazione monetaria internazionale competente come moneta correntemente usata per effettuare pagamenti di transazioni internazionali e correntemente negoziata sui principali mercati dei cambi.

CAPITOLO III

ORGANIZZAZIONE E AMMINISTRAZIONE

Articolo 3

(Creazione, sede e struttura dell'Organizzazione internazionale dei legni tropicali)

1. Viene creata una Organizzazione internazionale dei legni tropicali incaricata di assicurare l'attuazione delle disposizioni del presente Accordo e di controllarne il funzionamento.

2. L'Organizzazione svolge le sue funzioni tramite il Consiglio internazionale dei legni tropicali istituito conformemente all'articolo 6, i comitati e gli altri organi sussidiari di cui all'articolo 24, nonchè il Direttore esecutivo ed il personale.

3. Il Consiglio, durante la sua prima sessione, decide il luogo in cui l'Organizzazione avrà la sua sede.

4. La sede dell'Organizzazione sarà sempre situata sul territorio di un membro.

Articolo 4

(*Membri dell'Organizzazione*)

Vengono istituite due categorie di membri dell'Organizzazione, e cioè:

a) i membri produttori e
b) i membri consumatori.

Articolo 5

(*Partecipazione di organizzazioni intergovernative*)

1. Qualunque riferimento nel presente Accordo a dei «governi» vale anche per la Comunità economica europea e per ogni altra organizzazione intergovernativa che abbia responsabilità nella negoziazione, conclusione ed applicazione di accordi internazionali, in particolare accordi sui prodotti di base. Quindi ogni riferimento, nel presente Accordo, alla firma, ratifica, accettazione o approvazione, o alla notifica di applicazione a titolo provvisorio, o all'adesione, vale anche, nel caso di dette organizzazioni intergovernative, per la firma, ratifica, accettazione o approvazione, o per la notifica di applicazione a titolo provvisorio, o per l'adesione, di dette organizzazioni intergovernative.

2. In caso di votazione su questioni di loro competenza, dette organizzazioni intergovernative dispongono di un numero di voti pari al numero totale dei voti attribuibili ai loro Stati membri conformemente all'articolo 10. In tal caso, gli Stati membri di dette organizzazioni intergovernative non sono autorizzati ad esercitare il loro diritto di voto individuale.

Capitolo IV

CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEI LEGNI TROPICALI

Articolo 6

(*Composizione del Consiglio internazionale dei legni tropicali*)

1. L'autorità al vertice dell'Organizzazione è il Consiglio internazionale dei legni tropicali, che è costituito da tutti i membri dell'Organizzazione.

2. Ciascun membro è rappresentato al Consiglio da un solo rappresentante e può designare dei supplenti e dei consiglieri per assistere alle sessioni del Consiglio.

3. Un supplente può agire e votare a nome del rappresentante in sua assenza o in circostanze eccezionali.

Articolo 7

(*Poteri e funzioni del Consiglio*)

1. Il Consiglio esercita tutti i poteri e attua o controlla l'adempimento di tutte le funzioni necessarie all'applicazione delle disposizioni del presente Accordo.

2. Il Consiglio adotta, con votazione speciale, i regolamenti necessari all'applicazione delle disposizioni del presente Accordo, in particolare il suo regolamento interno, il regolamento finanziario dell'Organizzazione e lo statuto del personale. Il regolamento finanziario regola in particolare le entrate e le uscite del conto amministrativo e del conto speciale. Il Consiglio può prevedere, nel suo regolamento interno, una procedura che gli consenta di prendere delle decisioni su questioni specifiche senza doversi riunire.

3. Il Consiglio tiene gli archivi di cui ha bisogno per adempiere alle funzioni conferitegli dal presente Accordo.

Articolo 8

(*Presidente e Vice presidente del Consiglio*)

1. Il Consiglio elegge ogni anno un Presidente ed un Vice presidente, che non vengono remunerati dalla Organizzazione.

2. Il Presidente ed il Vice presidente vengono eletti, uno tra i rappresentanti dei membri produttori, l'altro tra quelli dei membri consumatori. La presidenza e la vice presidenza vengono attribuite a turno ad una delle due categorie di membri per un anno, resta inteso tuttavia che tale avvicendamento non impedisce la rielezione, in circostanze eccezionali, del Presidente o del Vice presidente, o dell'uno e dell'altro, se il Consiglio decide in tal senso con una votazione speciale.

In caso di assenza temporanea del Presidente, il Vice presidente assume la presidenza in sua vece. In caso di assenza temporanea contemporanea del Presidente e del Vice presidente, o in caso di assenza dell'uno o dell'altro o di tutti e due per la restante durata del mandato, il Consiglio può eleggere nuovi titolari tra i rappresentanti dei membri produttori e/o tra i rappresentati dei membri consumatori, a seconda del caso, a titolo temporaneo o per la restante durata del mandato del o dei predecessori.

Articolo 9

(*Sessioni del Consiglio*)

1. Di regola, il Consiglio si riunisce in sessione ordinaria almeno una volta l'anno.

2. Il Consiglio si riunisce in sessione straordinaria se così decide o se ciò viene richiesto:

a) dal Direttore esecutivo d'accordo con il Presidente del Consiglio;

b) dalla maggioranza dei membri produttori o dalla maggioranza dei membri consumatori; o

c) dai membri che detengono almeno 500 voti.

3. Le sessioni del Consiglio si tengono presso la sede dell'Organizzazione a meno che il Consiglio, con votazione speciale, non decida altrimenti. Se il Consiglio, su invito di un membro, si riunisce in un luogo che non sia la sede dell'Organizzazione, detto membro si assume le relative spese supplementari.

4. Il Direttore esecutivo comunica ai membri le sessioni ed il loro ordine del giorno con un preavviso di almeno sei settimane, tranne che in caso di urgenza in cui il preavviso sarà di almeno sette giorni.

Articolo 10

(*Ripartizione dei voti*)

1. I membri produttori detengono complessivamente 1.000 voti ed i membri consumatori detengono complessivamente 1.000 voti.

2. I voti dei membri produttori sono ripartiti come segue:

a) 400 voti vengono ripartiti in parti uguali tra le tre regioni produttrici: Africa, America latina e Asia-Pacifico. I voti così attribuiti a ciascuna di queste regioni vengono poi ripartiti in parti uguali tra i membri produttori di detta regione;

b) 300 voti vengono ripartiti tra i membri produttori proporzionalmente alla parte di ciascuno nelle risorse forestali tropicali totali di tutti i membri produttori; e

c) 300 voti vengono ripartiti tra i membri produttori proporzionalmente al valore medio delle loro esportazioni nette di legni tropicali durante l'ultimo periodo triennale del quale sono disponibili i dati definitivi.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, il totale dei voti attribuiti conformemente al paragrafo 2 del presente articolo ai membri produttori della regione africana viene ripartito in parti uguali tra tutti i membri produttori di detta regione. Se avanzano dei

voti, ciascuno di detti voti viene attribuito ad un membro produttore della regione africana: il primo al membro produttore che ottiene il maggior numero di voti calcolato conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, il secondo al membro produttore che si trova al secondo posto per numero di voti ottenuti, e così di seguito finchè tutti i rimamenti voti non vengano ripartiti.

4. Ai fini del calcolo della ripartizione dei voti conformemente al paragrafo 2 *b)* del presente articolo, per «risorse forestali tropicali» si intendono le formazioni forestali di latifoglie dense produttive come definite dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO).

5. I voti dei membri consumatori vengono ripartiti come segue: ciascun membro consumatore dispone di dieci voti di base; i rimanenti voti vengono ripartiti tra i membri consumatori proporzionalmente al volume medio delle loro importazioni nette di legni tropicali durante il periodo triennale che inizia quattro anni prima della ripartizione dei voti.

6. Il Consiglio ripartisce i voti per ogni esercizio all'inizio della sua prima sessione dell'esercizio conformemente alle disposizioni del presente articolo. Detta ripartizione rimane in vigore per tutto l'esercizio, con riserva delle disposizioni del paragrafo 7 del presente articolo.

7. Allorchè viene cambiata la composizione dell'Organizzazione o allorchè il diritto di voto di un membro viene sospeso o reintegrato in applicazione di una disposizione del presente Accordo, il Consiglio procede ad una nuova ripartizione dei voti all'interno della categoria o delle categorie dei membri in causa, conformemente alle disposizioni del presente articolo. Il Consiglio fissa allora la data in cui la nuova ripartizione dei voti avrà effetto.

8. I voti non possono essere frazionati.

Articolo 11

(Procedura della votazione al Consiglio)

1. Ogni membro dispone, per la votazione, del numero di voti che possiede e nessun membro può dividere i suoi voti. Tuttavia un membro non e obbligato a votare nello stesso modo per quei voti che è autorizzato ad usare in virtù del paragrafo 2 del presente articolo.

2. Con notifica scritta inviata al Presidente del Consiglio, ogni membro produttore può autorizzare, sotto la propria responsabilità, ogni altro membro produttore, e ogni membro consumatore può autorizzare, sotto la propria responsabilità, ogni altro membro consumatore a rappresentare i suoi interessi e ad usare i suoi voti durante le riunioni del Consiglio.

3. Un membro che si astiene viene considerato come se non avesse utilizzato i suoi voti.

Articolo 12

(Decisioni e raccomandazioni del Consiglio)

1. Il Consiglio cerca di prendere tutte le decisioni e di fare tutte le sue raccomandazioni all'unanimità. In mancanza di unanimità, tutte le decisioni e tutte le raccomandazioni del Consiglio vengono adottate con votazione a maggioranza semplice suddivisa, a meno che il presente Accordo non preveda una votazione speciale.

2. Se un membro si avvale delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 11 e i suoi voti vengono utilizzati durante una riunione del Consiglio, detto membro viene considerato, ai fini del paragrafo 1 del presente articolo, come presente e votante.

Articolo 13

(Quorum al Consiglio)

1. Il *quorum* richiesto per le riunioni del Consiglio è costituito dalla presenza della maggioranza dei membri produttori e dalla maggioranza dei membri consumatori, con riserva che i membri presenti abbiano almeno i due terzi del numero totale dei voti della loro categoria.

2. Se il *quorum*, definito al paragrafo 1 del presente articolo, non viene raggiunto il giorno stesso della sessione nè il giorno dopo, il *quorum* e costituito per i giorni successivi della sessione dalla presenza della maggioranza dei membri produttori e della maggioranza dei membri consumatori, con riserva che i membri presenti abbiano la maggioranza del numero totale dei voti della loro categoria.

3. Ogni membro rappresentato conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 11 viene considerato come presente.

Articolo 14

(Cooperazione e coordinamento con altre organizzazioni)

1. Il Consiglio adotta tutte le appropriate disposizioni per consultazioni o cooperazione con l'Organizzazione delle Nazioni Unite ed i suoi organismi, quali la Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo (CNUCED), l'Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale (ONUDI), il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (PNUE), il Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo (PNUD) ed il Centro del commercio internazionale CNUCED-GATT, e con l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO) e le altre agenzie specializzate delle Nazioni Unite e organizzazioni intergovernative, governative e non governative appropriate.

2. L'Organizzazione utilizza, per quanto possibile, le strutture, servizi e conoscenze specializzate di organizzazioni intergovernative, governative o non governative esistenti al fine di evitare la duplicazione degli sforzi realizzati per raggiungere gli obiettivi del presente Accordo e rafforzare la complementarietà e l'efficacia delle loro attività.

Articolo 15

(Ammissione di osservatori)

Il Consiglio può invitare i governi non membri, o una qualsiasi delle organizzazioni di cui agli articoli 14, 20 e 27, che si occupano di legni tropicali ad assistere quale osservatore ad una qualunque riunione del Consiglio.

Articolo 16

(Il Direttore esecutivo ed il personale)

1. Il Consiglio, con votazione speciale, nomina il Direttore esecutivo.

2. Le modalità e le condizioni di impiego del Direttore esecutivo vengono fissate dal Consiglio.

3. Il Direttore esecutivo è il più alto funzionario dell'Organizzazione; egli è responsabile davanti al Consiglio dell'amministrazione e del funzionamento del presente Accordo in conformità alle decisioni del Consiglio.

4. Il Direttore esecutivo nomina il personale conformemente allo statuto adottato dal Consiglio. Durante la sua prima riunione il Consiglio fissa, con votazione speciale, l'organico del personale dei quadri superiori e della categoria degli amministratori che il Direttore esecutivo può nominare. Ogni modifica dell'organico del personale dei quadri superiori e della categoria degli amministratori viene decisa dal Consiglio con votazione speciale. Il personale è responsabile davanti al Direttore esecutivo.

5. Il Direttore esecutivo ed i membri del personale non devono aver alcun interesse finanziario nell'industria o nel commercio dei legni tropicali nè nelle attività commerciali connesse.

6. Nell'esercizio delle loro funzioni, il Direttore esecutivo e gli altri membri del personale non possono richiedere nè accettare istruzioni da alcun membro o autorità esterna all'Organizzazione. Si devono astenere da ogni atto incompatibile con la loro qualità di funzionari internazionali responsabili in ultima istanza davanti al Consiglio. Ciascun membro dell'Organizzazione deve rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle responsabilità del Direttore esecutivo e degli altri membri del personale e non deve cercare di influenzarli nell'esercizio delle loro responsabilità.

CAPITOLO V

PRIVILEGI E IMMUNITA

Articolo 17

(Privilegi e immunità)

1. L'Organizzazione ha personalità giuridica. Essa ha, in particolare, la capacità di stipulare contratti, di acquistare o vendere beni mobili e immobili e di costituirsi parte in giudizio.

2. Non appena possibile, subito dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, l'Organizzazione cerca di concludere con il governo del paese in cui si trova la sua sede (qui di seguito denominato «il Governo ospite») un accordo (qui di seguito denominato «l'Accordo di sede») relativo allo statuto, ai privilegi ed immunità dell'Organizzazione, del suo Direttore esecutivo, del suo personale e dei suoi esperti, nonchè dei rappresentanti dei membri, necessari all'esercizio delle loro funzioni.

3. In attesa della conclusione dell'Accordo di sede di cui al paragrafo 2 del presente articolo, l'Organizzazione chiede al Governo ospite di esonerare dalle imposte, nei limiti della sua legislazione nazionale, gli emolumenti versati dall'Organizzazione al suo personale e gli averi, redditi ed altri beni dell'Organizzazione.

4. L'Organizzazione può altresì concludere con uno o più Paesi accordi, che devono essere approvati dal Consiglio, relativi ai poteri, privilegi ed immunità necessari alla buona applicazione del presente Accordo.

5. Se la sede dell'Organizzazione viene trasferita in un altro paese, il membro in questione conclude al piu presto, con l'Organizzazione, un accordo di sede che deve essere approvato dal Consiglio.

6. L'Accordo di sede è indipendente dal presente Accordo. Tuttavia esso scade:

a) col mutuo consenso del Governo ospite e dell'Organizzazione;

b) se la sede dell'Organizzazione viene trasferita al di fuori del territorio del Governo ospite; o

c) se l'Organizzazione si scioglie.

CAPITOLO VI

DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Articolo 18

(Conti finanziari)

1. Vengono istituiti due conti:

a) il conto amministrativo;
b) il conto speciale.

2. Il Direttore esecutivo è responsabile della gestione di detti conti ed il Consiglio prevede nel suo regolamento interno le disposizioni necessarie.

Articolo 19

(Conto amministrativo)

1. Le spese necessarie per l'amministrazione del presente Accordo vengono imputate sul conto amministrativo e sono coperte con i contributi annuali versati dai membri conformemente alle loro rispettive procedure costituzionali o istituzionali, e calcolati in conformità ai paragrafi 3, 4 e 5 del presente articolo.

2. Le spese delle delegazioni per la partecipazione al Consiglio, ai comitati e a tutti gli altri organi sussidiari del Consiglio di cui all'articolo 24, sono a carico dei membri interessati. Se un membro richiede dei servizi speciali all'Organizzazione, il Consiglio chiede a detto membro di assumersene le spese.

3. Prima della fine di ogni esercizio, il Consiglio adotta il bilancio amministrativo dell'Organizzazione per l'esercizio successivo e fissa il contributo di ogni membro a detto bilancio.

4. Per ogni esercizio, il contributo di ciascun membro al bilancio amministrativo è proporzionale al rapporto che esiste, al momento dell'adozione del bilancio amministrativo di detto esercizio, tra il numero totale dei voti di detto membro ed il numero totale dei voti di tutti i membri. Per fissare i contributi, i voti di ciascun membro vengono calcolati senza prendere in considerazione la sospensione dei diritti di voto di un membro ne la nuova ripartizione dei voti che ne risulterebbe.

5. Il Consiglio fissa i contributi iniziali di ogni membro che aderisce all'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo in rapporto al numero dei voti che detto membro deve avere e del rimanente

periodo dell'esercizio in corso, ma i contributi richiesti agli altri membri per l'esercizio in corso non subiscono cambiamenti.

6. I contributi al primo bilancio amministrativo sono esigibili alla data fissata dal Consiglio durante la sua prima riunione. I contributi ai successivi bilanci amministrativi sono esigibili il primo giorno di ciascun esercizio. I contributi dei membri per l'esercizio durante il quale diventano membri dell'Organizzazione sono esigibili alla data in cui essi diventano membri.

7. Se un membro non ha versato integralmente il suo contributo al bilancio amministrativo entro i quattro mesi dalla data in cui esso è esigibile in virtù del paragrafo 6 del presente articolo, il Direttore esecutivo lo sollecita ad effettuare al più presto il pagamento. Se il detto membro non ha ancora versato il suo contributo entro i due mesi da detta richiesta, gli viene chiesto di indicare le ragioni per le quali non ha potuto effettuare il pagamento. Se non ha ancora versato il suo contributo sette mesi dopo la data in cui esso è esigibile, i suoi diritti di voto sono sospesi fino al versamento integrale del suo contributo e viene riscosso un interesse al tasso applicato dalla banca centrale del paese ospite sul contributo ricevuto in ritardo, a meno che il Consiglio, con votazione speciale, non decida altrimenti.

8. Un membro i cui diritti sono stati sospesi in applicazione del paragrafo 7 del presente articolo è obbligato a versare il suo contributo.

Articolo 20

(*Conto speciale*)

1. Vengono istituiti due sotto-conti del conto speciale:

a) il sotto-conto delle attività preliminari dei progetti; e
b) il sotto-conto dei progetti.

2. Le possibili fonti di finanziamento del conto speciale sono le seguenti:

a) il secondo conto del Fondo comune per i prodotti di base, quando entrerà in vigore;
b) gli istituti finanziari regionali ed internazionali;
c) i contributi volontari.

3. Le risorse del conto speciale vengono utilizzate solo per progetti approvati o per attività preliminari dei progetti.

4. Tutte le spese iscritte nel sotto-conto delle attività preliminari dei progetti vengono rimborsate imputandole sul sotto-conto dei progetti se i progetti sono poi approvati e finanziati. Se, entro i sei mesi successivi all'entrata in vigore del presente Accordo, il Consiglio non ha ricevuto dei fondi per il sotto-conto delle attività preliminari dei progetti, esso riesamina la situazione e prende le decisioni appropriate.

5. Tutte le entrate che riguardano progetti ben identificabili vengono riportate sul conto speciale. Tutte le spese relative a detti progetti, ivi

comprese la remunerazione e le spese di viaggio dei consulenti e degli esperti, vengono imputate sul conto speciale.

6. Il Consiglio fissa, con votazione speciale, le condizioni e modalità con le quali patrocinerà, al momento opportuno e nei casi appropriati, dei progetti in vista del loro finanziamento mediante prestiti, qualora uno o piu membri abbiano assunto volontariamente tutti gli impegni e responsabilità relativi a detti prestiti.

L'Organizzazione non si assume alcun impegno per detti prestiti.

7. Il Consiglio può designare e patrocinare qualunque ente, con il consenso di quest'ultimo, ivi compreso un membro o gruppo di membri, che riceverà prestiti per il finanziamento di progetti approvati ed assumera tutti gli impegni che ne derivano. Resta inteso che l'Organizzazione si riserva il diritto di controllare l'uso delle risorse e di seguire l'esecuzione dei progetti finanziati. Tuttavia, l'Organizzazione non è responsabile per le garanzie date volontariamente da un membro qualunque o da altri enti.

8. L'appartenenza all'Organizzazione non comporta, per alcun membro, responsabilità derivanti da debiti contratti o prestiti concessi per progetti da parte di ogni altro membro o altro ente.

9. Se vengono offerti all'Organizzazione contributi volontari senza una specifica destinazione, il Consiglio può accettare detti fondi. Tali fondi possono essere utilizzati per attività preliminari dei progetti, nonchè per progetti approvati.

10. Il Direttore esecutivo cercherà di trovare, alle condizioni e secondo le modalità che il Consiglio può fissare, un finanziamento adeguato e sicuro per i progetti approvati dal Consiglio.

11. I contributi versati per determinati progetti approvati non vengono utilizzati che per i progetti per i quali essi sono stati inizialmente destinati, a meno che il Consiglio non decida altrimenti con il consenso del contribuente. A progetto ultimato, l'Organizzazione restituisce a ciascun contribuente ai progetti specifici l'eventuale saldo dei fondi, proporzionalmente alla parte di ciascuno in rapporto al totale dei contributi inizialmente versati per finanziare detto progetto, a meno che il contribuente non stabilisca diversamente.

Articolo 21

(*Modalità di pagamento*)

1. I contributi ai conti amministrativi vengono pagati in monete liberamente utilizzabili e non sono assoggettati a delle restrizioni di cambio.

2. I contributi finanziari al conto speciale vengono pagati in monete liberamente utilizzabili e non assoggettati a delle restrizioni di cambio.

3. Il Consiglio può altresì decidere di accettare i contributi al conto speciale sotto altre forme, ivi compresa sotto forma di materiale o personale scientifico e tecnico, per far fronte alle necessità dei progetti approvati.

Articolo 22

(Verifica e pubblicazione dei conti)

1. Il Consiglio nomina dei revisori indipendenti incaricati di verificare i conti dell'Organizzazione.

2. Uno stato del conto amministrativo ed uno stato del conto speciale, verificati dai revisori indipendenti, sono messi a disposizione dei membri al più presto possibile dopo la fine di ogni esercizio, ma non oltre i sei mesi successivi a detta data, ed il Consiglio li esamina in vista della loro approvazione nella successiva sessione, come opportuno. Successivamente viene pubblicato uno stato di ricapitolazione dei conti e del bilancio verificati.

CAPITOLO VII

ATTIVITA OPERATIVE

Articolo 23

(Progetti)

1. Tutte le proposte di progetti vengono presentate all'Organizzazione dai membri e vengono esaminate dal comitato competente.

2. Per raggiungere gli obiettivi previsti dall'articolo 1, il Consiglio esamina tutte le proposte di progetti relativi alla ricerca-sviluppo, l'informazione sul mercato, la trasformazione più avanzata e più intensa nei paesi membri produttori in via di sviluppo, il rimboschimento e la gestione forestale, nonchè la raccomandazione presentata dal comitato competente; le proposte di progetti concernenti i legni tropicali, come definiti al paragrafo 1 dell'articolo 2 possono vertere sui prodotti di legni tropicali che non siano quelli elencati al paragrafo 1 dell'articolo 2. Questa disposizione si applica anche, nei casi adeguati, alle funzioni dei comitati come definite all'articolo 25.

3. Il Consiglio, basandosi sui criteri enunciati al paragrafo 6 e al paragrafo 7 del presente articolo, approva, con votazione speciale, i progetti in vista del loro finanziamento o del loro patrocinio conformemente all'articolo 20.

4. Il Consiglio adotta in maniera continua disposizioni in vista dell'attuazione dei progetti approvati e, per accertarsi della loro efficacia, ne segue l'esecuzione.

5. I progetti di ricerca-sviluppo dovranno riguardare almeno uno dei seguenti cinque settori:

a) utilizzazione del legname, ivi comprese le essenze meno conosciute e meno usate;

b) valorizzazione delle foreste naturali;

c) sviluppo del rimboschimento;

d) raccolta del legname, infrastrutture dello sfruttamento forestale, formazione del personale tecnico;

e) quadro istituzionale, pianificazione nazionale.

6. I progetti di ricerca-sviluppo approvati dal Consiglio devono rispondere a ciascuno dei seguenti criteri:

a) essi dovrebbero riguardare la produzione e l'utilizzazione del legno industriale tropicale;

b) dovrebbero essere vantaggiosi per l'economia del legno tropicale nel suo insieme e presentare un interesse sia per i membri produttori che per i membri consumatori;

c) dovrebbero riguardare il mantenimento e l'espansione del commercio internazionale dei legni tropicali;

d) dovrebbero fornire ragionevoli prospettive di risultati economici positivi in rapporto ai costi;

e) devono fare ricorso il più possibile agli istituti di ricerca esistenti ed evitare, per quanto possibile, il doppio impiego.

7. I progetti concernenti l'informazione sul mercato, la trasformazione più avanzata e più intensa nonchè il rimboschimento e la gestione forestale dovrebbero rispondere al criterio *b*) e, per quanto possibile, ai criteri *a*), *c*), *d*) ed *e*), come enunciati al paragrafo 6 del presente articolo.

8. Il Consiglio decide l'ordine di priorità dei progetti, tenuto conto degli interessi e delle caratteristiche di ciascuna regione produttrice. All'inizio il Consiglio dà la priorità agli schemi di progetto di ricerca-sviluppo approvati dalla sesta riunione preparatoria sui legni tropicali tenuta ai sensi del Programma integrato per i prodotti di base e a tutti gli altri progetti che il Consiglio può appovare.

9. Il Consiglio può, con votazione speciale, sospendere il patrocinio di un progetto.

Articolo 24.

(Istituzione di comitati)

1. Col presente Accordo vengono istituiti i seguenti comitati, quali organi permanenti dell'Organizzazione:

a) Comitato per l'informazione economica e l'informazione del mercato;

b) Comitato per il rimboschimento e la gestione forestale;

c) Comitato per l'industria forestale.

2. Il Consiglio può, con votazione speciale, istituire altri comitati ed organi sussidiari che ritiene appropriati e necessari.

3. I comitati e organi sussidiari di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo sono responsabili davanti al Consiglio e lavorano sotto la sua direzione generale. Le riunioni dei comitati e organi sussidiari vengono convocate dal Consiglio.

4. Tutti i membri possono prendere parte ai Comitati. Il regolamento interno dei comitati viene fissato dal Consiglio.

Articolo 25.

(Funzioni dei comitati)

1. Le funzioni del Comitato per l'informazione economica e l'informazione sul mercato sono le seguenti:

a) esaminare attentamente se le statistiche e le altre informazioni di cui l'Organizzazione ha bisogno sono disponibili e di buona qualità;

b) analizzare i dati statistici e gli indicatori specifici menzionati all'allegato C per sorvegliare il commercio internazionale dei legni tropicali;

c) seguire regolarmente il mercato internazionale dei legni tropicali, la sua situazione corrente e le sue prospettive a breve termine, sulla base dei dati di cui al precedente comma *b)* e delle altre informazioni pertinenti;

d) inviare raccomandazioni al Consiglio relative agli studi e alla natura degli studi da intraprendere sui legni tropicali, ivi comprese le prospettive a lungo termine del mercato internazionale dei legni tropicali, seguire l'esecuzione degli studi richiesti dal Consiglio ed esaminarli;

e) assolvere ogni altro compito affidatogli dal Consiglio per quanto riguarda gli aspetti economici, tecnici e statistici dei legni tropicali;

f) facilitare l'apporto di un contributo tecnico ai membri produttori al fine di migliorare i loro servizi statistici pertinenti.

2. Le funzioni del Comitato per il rimboschimento e la gestione forestale sono le seguenti:

a) seguire in modo continuo l'appoggio e l'assistenza forniti, a livello nazionale ed internazionale, per il rimboschimento e la gestione forestale in vista della produzione di legni industriali tropicali;

b) incoraggiare l'accrescimento dell'assistenza tecnica ai programmi nazionali di rimboschimento e di gestione forestale;

c) valutare le necessità e determinare tutte le fonti possibili di finanziamento per il rimboschimento e la gestione forestale;

d) riesaminare regolarmente le necessità future del commercio internazionale dei legni industriali tropicali e, su questa base, fissare ed esaminare i piani e le misure appropriate possibili nel settore del rimboschimento e della gestione forestale;

e) facilitare il trasferimento delle conoscenze in materia di rimboschimento e di gestione forestale, in collaborazione con le organizzazioni competenti;

f) coordinare ed armonizzare dette attività in vista di una collaborazione nel settore del rimboschimento e della gestione forestale con le

attività pertinenti svolte altrove, soprattutto nel quadro della FAO, del PNUE, della Banca mondiale, delle banche regionali e di altre organizzazioni competenti.

3. Le funzioni del Comitato per l'industria forestale sono le seguenti:

a) promuovere la cooperazione tra i paesi produttori e i paesi consumatori quali *partner* nello sviluppo delle attività di trasformazione assicurate dai paesi membri produttori, in particolare nei seguenti settori:

i) trasferimento di tecnologia;

ii) formazione;

iii) normalizzazione della nomenclatura dei legni tropicali;

iv) armonizzazione delle specificazioni relative ai prodotti trasformati;

v) incoraggiamenti all'investimento e alle imprese comuni; e

vi) commercializzazione;

b) favorire lo scambio di informazioni per facilitare i cambiamenti strutturali che implica la trasformazione più intensiva e più avanzata nell'interesse sia dei membri produttori che dei membri consumatori;

c) seguire le attività in corso in questo settore ed individuare ed esaminare i problemi e le loro eventuali soluzioni in collaborazione con le organizzazioni competenti;

d) incoraggiare l'accrescimento dell'assistenza tecnica ai programmi nazionali di trasformazione dei legni tropicali.

4. La ricerca-sviluppo è una funzione comune dei comitati istituiti in virtù del paragrafo 1 dell'articolo 24.

5. Visti gli stretti legami esistenti tra la ricerca-sviluppo, il rimboschimento e la gestione forestale, la trasformazione più intensiva e più avanzata e l'informazione sul mercato, ciascuno dei comitati permanenti, oltre alle suddette funzioni che gli sono attribuite, dovrà, per quanto riguarda le proposte di progetti di cui è stato investito, ivi comprese le proposte relative alla ricerca-sviluppo nel settore di sua competenza:

a) esaminare e valutare sul piano tecnico le proposte di progetti;

b) decidere, conformemente alle direttive generali fissate dal Consiglio, sulle attività preliminari necessarie per fare delle raccomandazioni al Consiglio relative a proposte di progetti, ed eseguire dette attività;

c) stabilire quali sono le possibili fonti di finanziamento di progetti tra quelle previste al paragrafo 2 dell'articolo 20;

d) seguire l'esecuzione di progetti ed assicurare la raccolta e la più vasta diffusione possibile dei loro risultati, a beneficio di tutti i membri;

e) formulare raccomandazioni al Consiglio relative ai progetti;

f) assolvere ogni altro compito relativo ai progetti che gli vengono affidati dal Consiglio.

6. Nell'eseguire dette funzioni comuni, ciascun comitato deve tener conto della necessità di rafforzare la formazione del personale nei paesi membri produttori, esaminare e proporre modalità per l'organizzazione e il rafforzamento delle attività e della capacità di ricerca-sviluppo dei membri, in particolare dei membri produttori, e promuovere il trasferimento di «know-how» e di tecniche in materia di ricerca tra i membri, soprattutto tra i membri produttori.

CAPITOLO VIII

RELAZIONI CON IL FONDO COMUNE PER I PRODOTTI DI BASE

Articolo 26.

(Relazioni con il Fondo comune per i prodotti di base)

Quando il Fondo comune entrerà in funzione, l'Organizzazione si avvarra pienamente delle facilitazioni del secondo conto di detto Fondo comune, conformemente ai princìpi enunciati nell'Accordo relativo all'istituzione del Fondo comune per i prodotti di base.

CAPITOLO IX

STATISTICHE, STUDI ED INFORMAZIONI

Articolo 27.

(Statistiche, studi ed informazioni)

1. Il Consiglio stabilisce strette relazioni con le organizzazioni intergovernative, governative e non governative appropriate, per contribuire affinchè dei dati e informazioni recenti e attendibili siano disponibili riguardo a tutti i fattori relativi ai legni tropicali. L'Organizzazione, in collaborazione con dette organizzazioni, raccoglie, classifica e se necessario pubblica, per quanto concerne la produzione, l'offerta, il commercio, gli stock, il consumo e i prezzi di mercato dei legni tropicali, nonchè i settori connessi, le statistiche necessarie al funzionamento del presente Accordo.

2. I membri comunicano, per quanto lo consente la loro legislazione nazionale ed entro un termine ragionevole, le statistiche e le informazioni richieste dal Consiglio concernenti i legni tropicali.

3. Il Consiglio fa predisporre tutti gli studi necessari sulle tendenze e sui problemi a breve ed a lungo termine del mercato mondiale dei legni tropicali.

4. Il Consiglio vigila affinchè le informazioni comunicate dai membri non vengano utilizzate in modo da pregiudicare il segreto delle operazioni dei privati o delle società che producono, trasformano e commerciano legni tropicali.

Articolo 28.

(Rapporto ed esame annuali)

1. Il Consiglio pubblica, entro sei mesi dalla fine di ciascun anno civile, un rapporto annuale sulle sue attività ed ogni altra informazione che ritiene adeguata o appropriata.

2. Il Consiglio esamina e valuta ogni anno la situazione mondiale dei legni tropicali e procede ad uno scambio di punti di vista sulle prospettive dell'economia mondiale dei legni tropicali e sugli altri problemi che strettamente vi si ricollegano, ivi compresi gli aspetti ecologici e quelli che riguardano l'ambiente naturale.

3. L esame viene effettuato per mezzo di:

a) informazioni comunicate dai membri sulla produzione nazionale, il commercio, l'offerta, gli stock, il consumo ed i prezzi dei legni tropicali;

b) dati statistici ed indicatori specifici forniti dai membri nei settori elencati all'allegato C; e

c) altre informazioni pertinenti che il Consiglio può procurarsi o direttamente, o mediante gli appropriati organismi delle Nazioni Unite e le appropriate organizzazioni intergovernative, governative e non governative.

4. I risultati dell'esame vengono annotati nei rapporti sulle deliberazioni del Consiglio.

Capitolo X

DISPOSIZIONI DIVERSE

Articolo 29.

(Denuncie e controversie)

Ogni denuncia contro un membro per inadempienza degli obblighi imposti dal presente Accordo e ogni controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo vengono deferite al Consiglio per la decisione al riguardo. Le decisioni del Consiglio in materia sono definitive e vincolanti.

Articolo 30.

(Obblighi generali dei membri)

1. Per tutta la durata del presente Accordo, i membri faranno di tutto e collaboreranno per favorire la realizzazione dei suoi obiettivi e per evitare ogni azione contraria al presente Accordo.

2. I membri si impegnano ad accettare di essere vincolati dalle decisioni che il Consiglio prende in virtù delle disposizioni del presente Accordo e si asterranno dall'applicare misure che avrebbero l'effetto di limitare o di contrastrare dette decisioni.

Articolo 31.

(*Dispense*)

1. Se circostanze eccezionali o ragioni di forza maggiore non espressamente previste dal presente Accordo lo esigono, il Consiglio può, con votazione speciale, dispensare un membro da un obbligo prescritto dal presente Accordo se le giustificazioni date da detto membro lo convincono sulle ragioni che gli impediscono di rispettare detto obbligo.

2. Il Consiglio, quando accorda una dispensa ad un membro, in virtù del paragrafo 1 del presente articolo, ne precisa le modalità, le condizioni, la durata ed i motivi.

Articolo 32.

(*Misure differenziate e correttive e misure speciali*)

1. I membri in via di sviluppo importatori i cui interessi vengono lesi da misure prese in applicazione del presente Accordo possono chiedere al Consiglio delle misure differenziate e correttive adeguate. Il Consiglio prevede di adottare misure adeguate conformemente alla sezione III, paragrafi 3 e 4, della risoluzione 93 (IV) della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo.

2. I membri che appartengono alla categoria dei paesi meno avanzati come definita dall'Organizzazione delle Nazioni Unite possono chiedere al Consiglio di beneficiare di misure speciali conformemente alla sezione III, paragrafo 4, della risoluzione 93 (IV) e al paragrafo 82 del Nuovo programma sostanziale d'azione per gli anni '80 in favore dei paesi meno avanzati.

CAPITOLO XI

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 33.

(*Depositario*)

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite viene designato come depositario del presente Accordo.

Articolo 34.

(Firma, ratifica, accettazione ed approvazione)

1. Il presente Accordo sarà aperto alla firma dei Governi invitati alla Conferenza delle Nazioni Unite sui legni tropicali, 1983, presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, dal 2 gennaio 1984 fino ad un mese dopo la data della sua entrata in vigore.

2. Ogni governo di cui al paragrafo 1 del presente articolo può:

a) al momento di firmare il presente Accordo, dichiarare che con tale firma esprime il suo consenso ad essere vincolato al presente Accordo (firma definitiva); o

b) dopo aver firmato il presente Accordo, ratificarlo, accettarlo od approvarlo tramite il deposito di un apposito strumento presso il depositario.

Articolo 35.

(Adesione)

1. I governi di tutti gli Stati possono aderire al presente Accordo alle condizioni stabilite dal Consiglio, che prevedono un termine per il deposito degli strumenti di adesione. Il Consiglio può tuttavia accordare una proroga ai governi che non siano in grado di aderire nei termini fissati.

2. L'adesione avviene con il deposito di uno strumento di adesione presso il depositario.

Articolo 36.

(Notifica di applicazione a titolo provvisorio)

Un governo firmatario che ha intenzione di ratificare, accettare o approvare il presente Accordo, od un governo per il quale il Consiglio ha fissato condizioni di adesione ma che non ha ancora potuto depositare il suo strumento, può in qualunque momento notificare al depositario che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio, o quando quest'ultimo entrerà in vigore conformemente all'articolo 37, o, se è già in vigore, ad una data specificata.

Articolo 37.

(Entrata in vigore)

1. Il presente Accordo entrerà in vigore definitivamente il 1° ottobre 1984 o ad ogni altra data successiva se 12 governi di paesi produttori che

detengono almeno il 55 per cento del totale dei voti attribuiti conformemente all'allegato A del presente Accordo e 16 governi dei paesi consumatori che detengono almeno il 70 per cento del totale dei voti attribuiti conformemente all'allegato B del presente Accordo, hanno firmato definitivamente il presente Accordo o l'hanno ratificato, accettato od approvato, o vi hanno aderito, conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 34 o all'articolo 35.

2. Se il presente Accordo non entra in vigore definitivamente il 1° ottobre 1984, entrerà in vigore a titolo provvisorio a detta data o ad ogni altra data nel corso dei sei mesi successivi, se 10 governi di paesi produttori che detengono almeno il 50 per cento del totale dei voti attribuiti conformemente all'allegato A del presente Accordo e 14 governi dei paesi consumatori che detengono almeno il 65 per cento del totale dei voti attribuiti conformemente all'allegato B del presente Accordo, hanno firmato definitivamente il presente Accordo o lo hanno ratificato, accettato, o approvato conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 34, o hanno notificato al depositario, conformemente all'articolo 36, che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio.

3. Se le condizioni di entrata in vigore previste al paragrafo 1 o al paragrafo 2 del presente articolo non sono soddisfatte al 1° aprile 1985, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite inviterà i governi che avranno firmato definitivamente il presente Accordo o l'avranno ratificato, accettato od approvato conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 34, o che avranno notificato al depositario che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio, a riunirsi al più presto per decidere se il presente Accordo entrerà in vigore nei loro confronti, a titolo provvisorio o definitivo, tutto o in parte. I governi che decideranno di fare entrare in vigore il presente Accordo tra di loro a titolo provvisorio potranno riunirsi ogni tanto per considerare la situazione e decidere se il presente Accordo entrerà in vigore tra di loro a titolo definitivo.

4. Per ogni governo che non ha notificato al depositario, conformemente all'articolo 36, che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio e che deposita il suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, l'Accordo entrerà in vigore alla data di detto deposito.

5. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite convocherà la prima sessione del Consiglio appena possibile dopo l'entrata in vigore del presente Accordo.

Articolo 38.

(*Emendamenti*)

1. Il Consiglio può, con votazione speciale, raccomandare ai membri un emendamento al presente Accordo.

2. Il Consiglio fissa la data in cui i membri devono aver notificato al depositario che accettano l'emendamento.

3. Un emendamento entra in vigore 90 giorni dopo che il depositario ha ricevuto le notifiche di accettazione dei membri che rappresentano almeno i due terzi dei membri produttori e raggiungono almeno l'85 per cento dei voti dei membri produttori, e dei membri che rappresentano almeno i due terzi dei membri consumatori e raggiungono almeno l'85 per cento dei voti dei membri consumatori.

4. Dopo che il depositario ha informato il Consiglio che sono state soddisfatte le condizioni richieste per l'entrata in vigore dell'emendamento, e nonostante le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo relative alla data fissata dal Consiglio, ogni membro può ancora notificare al depositario che accetta l'emendamento, a condizione che detta notifica avvenga prima dell'entrata in vigore dell'emendamento.

5. Ogni membro che non ha notificato la sua accettazione di un emendamento alla data in cui detto emendamento entra in vigore, cessa di essere parte del presente Accordo a partire da detta data, a meno che non abbia dimostrato al Consiglio che non ha potuto accettare l'emendamento in tempo utile a causa di difficoltà incontrate per portare a termine la sua procedura costituzionale od istituzionale ed il Consiglio abbia deciso di prolungare, per detto membro, il termine di accettazione. Tale membro non e vincolato dall'emendamento fintantochè non avrà notificato la sua accettazione.

6. Se le condizioni richieste per l'entrata in vigore dell'emendamento non sono soddisfatte alla data fissata dal Consiglio, conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, l'emendamento viene considerato ritirato.

Articolo 39.

(Recesso)

1. Ogni membro può recedere dal presente Accordo in qualunque momento dopo l'entrata in vigore di quest'ultimo, notificando per iscritto il suo recesso al depositario, ed informando contemporaneamente il Consiglio della decisione che ha preso.

2. Il recesso ha effetto 90 giorni dopo che il depositario ne ha ricevuto la notifica.

Articolo 40.

(Esclusione)

Se il Consiglio arriva alla conclusione che un membro è venuto meno agli obblighi a lui imposti dal presente Accordo e se decide inoltre che detta inadempienza ostacola seriamente il funzionamento del presente Accordo, esso può, con votazione speciale, escludere detto membro dal presente Accordo. Il Consiglio notifica immediatamente la sua decisione al

depositario. Detto membro cessa di essere parte al presente Accordo sei mesi dopo la data della decisione del Consiglio.

Articolo 41.

(Liquidazione dei conti dei membri che si ritirano o vengono esclusi o dei membri che non sono in grado di accettare un emendamento)

1. Il Consiglio procede alla liquidazione dei conti di un membro che cessa di essere parte al presente Accordo per:

a) la non accettazione di un emendamento al presente Accordo in applicazione dell'articolo 38;

b) il recesso del presente Accordo in applicazione dell'articolo 39; o

c) l'esclusione dal presente Accordo in applicazione dell'articolo 40.

2. Il Consiglio conserva ogni contributo versato sul conto amministrativo da un membro che cessa di essere parte al presente Accordo.

3. Un membro che ha cessato di essere parte al presente Accordo non ha diritto ad alcun utile della liquidazione dell'Organizzazione nè degli altri beni dell'Organizzazione. Non gli puo essere nemmeno imputata alcuna quota dell'eventuale *deficit* dell'Organizzazione quando il presente Accordo cessa di essere in vigore.

Articolo 42.

(Durata, proroga e termine dell'Accordo)

1. Il presente Accordo resterà in vigore per un periodo di cinque anni dalla data della sua entrata in vigore a meno che il Consiglio non decida, con votazione speciale, di prorogarlo, rinegoziarlo, oppure porvi fine conformemente alle disposizioni del presente articolo.

2. Il Consiglio può, con votazione speciale, decidere di prorogare il presente Accordo per un massimo di due periodi di due anni ciascuno.

3. Se, prima dello scadere del periodo di cinque anni previsto dal paragrafo 1 del presente articolo, o prima dello scadere di un periodo di proroga previsto dal paragrafo 2 del presente articolo, a seconda del caso, viene negoziato un nuovo accordo destinato a sostituire il presente Accordo, ma non ancora entrato in vigore a titolo provvisorio o definitivo, il Consiglio può, con votazione speciale, prorogare il presente Accordo fino all'entrata in vigore a titolo provvisorio o definitivo del nuovo accordo.

4. Se viene negoziato un nuovo accordo ed entra in vigore mentre il presente Accordo è in corso di proroga, in virtù del paragrafo 2 o del paragrafo 3 del presente articolo, il presente Accordo, così come è stato prorogato, cessa di essere in vigore al momento dell'entrata in vigore del nuovo accordo.

5. Il Consiglio può in qualunque momento, con votazione speciale, decidere di porre fine al presente Accordo con effetto dalla data da esso scelta.

6. Nonostante la cessazione del presente Accordo, il Consiglio continua ad esistere durante un periodo non superiore ai 18 mesi per procedere alla liquidazione dell'Organizzazione, ivi compresa la liquidazione dei conti e, con riserva delle decisioni pertinenti da adottare con votazione speciale, il Consiglio ha durante detto periodo i poteri e le funzioni che gli possono essere necessari a tal fine.

7. Il Consiglio notifica al depositario ogni decisione presa in virtù del presente articolo.

Articolo 43.

(*Riserve*)

Non può essere fatta alcuna riserva per quanto riguarda una qualunque delle disposizioni del presente Accordo.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno apposto le loro firme sotto il presente Accordo alle date indicate.

FATTO a Ginevra il diciotto novembre millenovecentottantatre, i testi del presente Accordo in arabo, francese, inglese, russo e spagnolo facenti ugualmente fede. Il testo facente fede in cinese sarà redatto dal depositario e sottoposto all'adozione di tutti i firmatari e agli Stati ed organizzazioni intergovernative che avranno aderito al presente Accordo.

ALLEGATO *A*

Lista dei paesi produttori dotati di risorse forestali tropicali e/o esportatori netti di legni tropicali in termini di volume, e ripartizione dei voti ai fini dell'articolo 37

Paese	Voti
Birmania	31
Bolivia	21
Brasile	130
Colombia	23
Congo	20
Costa Rica	9
Costa d'Avorio	21
El Salvador	8
Equador	14
Filippine	43
Gabon	21
Ghana	20
Guatemala	10
Haiti	8
Honduras	9
India	32
Indonesia	139
Liberia	20
Madagascar	20
Malesia	126
Messico	13
Nigeria	20
Panama	9
Papuasia-Nuova Guinea	24
Perù	25
Repubblica centrafricana	20
Repubblica dominicana	9
Repubblica Unita di Tanzania	20
Repubblica Unita del Camerun	20
Sudan	20
Suriname	14
Tailandia	19
Trinità e Tobago	8
Venezuela	15
Vietnam	18
Zaire	21
TOTALE...	1.000

ALLEGATO *B*

Lista dei paesi consumatori e ripartizione dei voti ai fini dell'articolo 37

Paese	Voti
Argentina	14
Australia	20
Austria	12
Bulgaria	10
Canada	16
Cile	10
Comunità Economica Europea	(277)
Repubblica Federale di Germania	44
Belgio/Lussemburgo	21
Danimarca	13
Francia	56
Grecia	14
Irlanda	12
Italia	41
Paesi Bassi	35
Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord	41
Egitto	11
Finlandia	10
Giappone	330
Giordania	10
Iraq	10
Israele	12
Jugoslavia	12
Malta	10
Norvegia	11
Nuova Zelanda	10
Repubblica di Corea	56
Romania	10
Spagna	24
Stati Uniti d'America	79
Svezia	11
Svizzera	11
Turchia	10
Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche	14
TOTALE...	1.000

ALLEGATO *C*

Dati statistici e indicatori specifici ritenuti necessari per la sorveglianza del commercio internazionale dei legni tropicali (*)

	Da comunicare a cura dei membri produttori	Da comunicare a cura dei membri consumatori
A) Dati mensili di base per la sorveglianza regolare dei principali movimenti commerciali di legni tropicali.	Quantità esportate (valori): secondo i prodotti, le essenze, la destinazione, ecc. Prezzi medi f.o.b.: per prodotti ed essenze specifiche rappresentativi dei principali flussi commerciali.	Quantità importate (valori): secondo i prodotti, le essenze, l'origine, ecc. Prezzi medi c.i.f.: per prodotti ed essenze specifiche rappresentativi dei principali flussi commerciali
B) Dati ed indicatori specifici supplementari utili a definire l'offerta e la domanda a breve termine di legni tropicali	Valutazione periodica degli *stocks* ai punti di imbarco e, se possibile, nelle fasi intermedie Produzione dell'industria forestale (capacità) e consumo/produzione di legni industriali Quantità di legni industriali ricavati dalle foreste Tassi di nolo Contingenti di esportazione-incentivi all'esportazione Ostacoli climatici-calamità naturali	Valutazione periodica degli *stocks* ai punti di sbarco e, se possibile, nelle fasi intermedie Percentuale dei legni tropicali nel commercio totale dei legni industriali Esportazioni e riesportazioni dei prodotti del legno. Attività del settore dell'edilizia. messa in cantiere di alloggi, tassi ipotecari Produzione di mobili
C) Altre informazioni specifiche.	Modifiche dei dazi doganali e degli ostacoli non tariffari	Inchieste relative agli usi finali dei principali settori di consumo di legni tropicali. Evoluzione della moda in materia di impiallacciatura. Modifiche dei dazi doganali e degli ostacoli non tariffari. Tendenze osservate nella sostituzione di alcuni legni con altri, e nella sostituzione dei legni con altri prodotti.

(*) Tabella allegata all'Accordo a seguito dell'intesa raggiunto dal Comitato esecutivo della Conferenza, il 29 marzo 1983.

	Da comunicare a cura dei membri produttori	Da comunicare a cura dei membri consumatori
D) Indicatori e informazioni economiche di carattere generale, direttamente o indirettamente connesse al commercio internazionale dei legni (tropicali).	Indicatori finanziari ed economici pertinenti (nazionali ed internazionali) pubblicati: ad esempio, prodotto nazionale lordo, tasso di cambio, tasso d'interesse, tasso d'inflazione, ragione di scambio. Provvedimenti e politiche nazionali ed internazionali aventi un'influenza sul commercio internazionale dei legni tropicali.	

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 1057):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) l'11 dicembre 1984.
Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, l'11 gennaio 1985, con pareri delle commissioni 5ª e 10ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 16 gennaio 1985.
Relazione scritta annunciata il 23 gennaio 1985 (atto n. 1057/A).
Esaminato in aula e approvato il 5 febbraio 1985.

Camera dei deputati (atto n. 2522):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 febbraio 1985, con pareri delle commissioni I, V, XI e XII.
Esaminato dalla III commissione il 6 marzo 1985.
Relazione scritta annunciata il 15 marzo 1985 (atto n. 2522/A).
Esaminato in aula e approvato il 27 marzo 1985.

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(6651130/17) Roma, - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.